Un marché difficile

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1975)**

Heft 302

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1028470

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Crise dans le bâtiment (suite)

en conséquence et accepter une politique de modèles qui, selon Battelle, « incite le maître d'ouvrage, l'architecte, le bureau d'études, l'entrepreneur à former réellement équipe dès le stade de la conception ; ceci pour bénéficier d'économies au niveau des études et pour accroître l'efficacité lors de la réalisation ».

Une telle politique permettra la création d'entreprises, de groupes d'entreprises cantonaux ou régionaux qui auront les moyens de s'opposer efficacement à l'hégémonie zurichoise.

Dans l'état actuel des forces et de l'opinion, un tel programme peut sembler relever de l'utopie : notre pays, s'il est entré dans une période difficile, paraît mal armé pour prendre le tournant esquissé ci-dessus, étant donné sa méfiance traditionnelle à l'endroit de l'Etat et des solutions planifiées ; mais dans un secteur aussi crucial que la construction, seules des solutions énergiques, et rompant avec le système établi, pourrait prévenir une recrudescence d'injustices particulièrement catastrophiques pour les milieux populaires.

ANNEXES DE L'ÉDITORIAL

1. Un marché difficile

L'an passé, au chapitre de l'avenir de la presse, des annonces signées « Action Liberté et Responsabilité » ne s'embarrassaient pas de fioritures; elles proclamaient sans autre : « Les journaux vivent des recettes provenant des abonnements et des annonces, dans une proportion d'environ un tiers contre deux tiers. Par la publicité, l'économie de marché assure donc l'équilibre de la presse, sans pour autant mettre en question son indépendance ».

Autrement dit, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes !

En réalité, comme on l'a vu lors de la dernière « Table ouverte » consacrée à l'aide à la presse, tous les journaux quels qu'ils soient luttent aujourd'hui pour surmonter des difficultés plus ou moins importantes. L'intéressant est de voir quels arguments sont invoqués pour fléchir les abonnés. Trois exemples choisis dans l'actualité récente.

En décembre, M. Emmanuel Gottraux, administrateur délégué et directeur de la publication de la « Gazette de Lausanne » s'adresse aux lecteurs de ce quotidien, fondé en 1798. Il note que la presse d'opinion a fait « les frais du détournement des annonceurs vers des journaux politiquement neutres et, ceci aidant cela, de plus grande diffusion. La diminution des recettes de publicité a obligé les journaux d'opinion a restreindre leurs prestations rédactionnelles et partant, leurs chances de satisfaire un public diversifié. »

La conséquence « Le journal d'opinion ne peut espérer mieux que l'appui de ses lecteurs », et il est obligé d'envisager des accords de coopération avec des confrères (c'est ainsi que la « Gazette » coopère depuis 1970 avec « La Nouvelle Revue de Lausanne », depuis 1972 avec le « Journal de Genève », et dès 1974 avec un deuxième confrère genevois, « Le Courrier »). De nouvelles ouvertures ne sont pas exclues. Pourquoi ? « Sans ces accords, le journal qu'ils (les lecteurs de la « Gazette ») reçoivent, si nous voulions le faire seuls, représenterait plus du double de son coût annuel : il atteindrait près de 5 millions de francs. Comme il serait impossible d'équilibrer ces charges par une hausse du tarif et des recettes de publicité, il faudrait au moins tripler le prix de l'abonnement pour continuer à paraître. A 350 francs par an, conserverions-nous suffisamment de lecteurs pour intéresser encore quelques annonceurs ? En réalité, sans ces accords de coopération, la « Gazette de Lausanne » aurait déjà disparu.

Un autre cas, tout aussi caractéristique, celui d'un quotidien ayant le monopole de la presse quotidienne locale dans son canton (l'autre quotidien est de langue allemande) : « La Liberté » (Fribourg).

Sans trop de fioritures M. H. Baeriswyl, administrateur délégué de l'Imprimerie et Librairie Saint-Paul S.A., adresse une lettre ouverte aux abonnés dans l'édition du 14 décembre 1974 pour expliquer pourquoi le prix d'abonnement a passé de 76 francs au 1er janvier 1974 à 89 francs au 1er janvier 1975 : les charges de l'entreprise croissent de 646 000 francs en 1975, ce qui représente une augmentation de 22 francs pour chacun des 29 272 abonnés; la hausse du prix du papier coûtera 270 000 francs, celle des tarifs des agences de presse et des collaborateurs, 56 000 francs, celle des salaires du personnel rédactionnel, technique et administratif, 280 000 francs, les autres frais contribuant à cette explosion pour 40 000 fr. Une seule solution s'imposait donc : s'en prendre aux tarifs des abonnements et des annonces...

Grâce à « La Suisse » nous connaissons deux tirages nouveaux qui complètent la liste des dix grands publiés dans le dernier DP. La « Neue Zürcher Zeitung » confirme son troisième rang avec 97 157 exemplaires et la « Tribune-Le Matin » progresse à 64 448 exemplaires. La lutte est donc vive aux abords du poteau des 100 000 exemplaires entre la « Neue Zürcher Zeitung », « 24 Heures » et la « National Zeitung »...

Dans son numéro du 1er de l'an, « La Suisse », un des grands quotidiens romands, publie un message à ses amis. Est fait mention de la forte baisse de la publicité qui représente les deux tiers des recettes totales (confirmation de l'annonce de « Action Liberté et Responsabilité »). D'autres chiffres viennent étayer la démonstration : le papier coûtait 87 francs les 100 kilos le 31 décembre 1973, et il coûte 119 fr. 50 à partir du 1er janvier 1975.

Conséquence : le journal sera vendu 70 centimes dès le 1er février (80 centimes le dimanche).

Du quotidien d'information au journal dit d'opinion, toute une gamme d'arguments, mais une seule conclusion en définitive : la presse est tributaire des lois du marché, comme n'importe quel produit industriel.

2. «Solutions» socialistes

Dans tous les pays, la presse quotidienne officielle du Parti socialiste est malade. « Le Populaire » a disparu en France, il n'y a pas de quotidien socialiste important en Allemagne fédérale où le parti est depuis des années à la tête du gouvernement et « Le Peuple » a des difficultés en Belgique.
En Allemagne et en France, des hebdomadaires centraux, «Vorwärts», dans un cas, et «L'Unité», dans l'autre, commentent l'actualité. Dans les deux pays, le Parti socialiste édite un mensuel central qui, en principe, doit atteindre chaque membre. C'est « Combat socialiste » pour le PS et « Sozialdemokrat-Magazin » pour le SPD.

De la formation au Portugal

« Combat socialiste » est un journal imprimé en offset. Le numéro de novembre 1974 (numéro 30) compte vingt-quatre pages. La page de garde est un dessin de propagande titré « Ensemble, luttons pour bâtir le socialisme ». Le numéro comprend un éditorial de Georges Sarre, un reportage sur l'avenir de la formation professionnelle, un article sur la politique du président de la République, quelques pages sur les luttes ouvrières, et spécialement sur la grève des travailleurs de Paris-Brune, deux pages de politique internationale consacrées à la journée d'un candidat travailliste en Grande-Bretagne et à un article de Rodolfo Crespo, secrétaire national du PS portugais, un dossier sur les accidents du travail, une note de formation sur l'inflation et divers autres textes dont un grand article de Jean-Pierre Chevènement.

La formule du « Spiegel »

« Sozialdemokrat-Magazin » est, comme son nom l'indique, un magazine ayant l'aspect du « Spiegel », mais manquant un peu de spontanéité. Le numéro d'octobre 1974 met quatre sujets en évidence : la présence socialiste parmi les apprentis et parmi les écoliers, les salaires de misère dans le travail à domicile et un article du chancelier Helmut Schmidt préconisant une politique de stabilisation et de transformation des structures sans provoquer des situations douloureuses sur le plan social. Des échos, des arguments, font de ce magazine un bon « journal de paroisse ». Est-ce suffisant ?

Difficile à réaliser en Suisse

A noter que tant l'Allemagne que la France permettent, par leur homogénéité linguistique, la publication d'un seul journal central; une telle entreprise, vu l'existence de plusieurs langues nationales, paraît difficilement concevable en Suisse.

3. Le poids des annonceurs

La presse traditionnelle perméable à certaines pressions des annonceurs ? On l'a entendu dans la bouche de participants à la « Table ouverte » sur la presse... Une chose est cependant de le mentionner en passant, et une autre de donner des exemples précis qui permettraient de faire vraiment le point !
Les auteurs (collectif né dans la section d'architecture de l'EPF-Zurich) de la somme parue sur les activités de l'entreprise générale Ernst Göhner S.A. sous le titre « Göhnerswil — Le capitalisme et la construction du logement » (parution en français à la librairie Adversaire à Genève) illustrent de façon assez saisissante ces influences occultes.

Après l'édition allemande de « Göhnerswil » et son lancement en librairie, la presse (bourgeoise) rend compte de l'ouvrage avec une certaine bienveillance.
Deux exemples :
— « Tages Anzeiger Magazin » (20 mai 1972) : « Les mécanismes qui font que les logements d'une telle qualité soient loués à tel locataire, à tel endroit, à tel prix n'avaient jusqu'à présent pas été examinés avec autant de précision ».
— « Neue Zürcher Zeitung » (17 juin 1972) : « Si l'on tient compte de la masse de matériaux exploitée par le collectif d'auteurs, certains aspects de la gestion de Göhner S.A., par exemple le choix des locataires, apparaissent pour l'instant sous une lumière plutôt trouble ».
Deuxième temps : Göhner S.A. fait donner l'artillerie lourde sous la forme d'une documentation polémique adressée à toute la presse. En substance, le ton est celui-là : « Les objectifs purement idéologiques du travail pseudo-scientifique apparaissent le plus nettement dans la théorie marxiste sur la valeur du terrain et la rente foncière. C'est là-dessus que se basent les « calculs de profits » absurdes auxquels nous opposons des chiffres objectifs ».

Volte-face

Paraît alors une deuxième vague de commentaires dans les mêmes journaux qui avaient rendu compte du travail :
— « Tages Anzeiger Magazin » (15 juillet 1972) : « Quand les théories néo-marxistes sont aussi éloignées de la réalité, alors quelque chose en elles doit être pourri ».
— « Neue Zürcher Zeitung » (4 août 1972) : « Il s'avère que la brochure est tout sauf une analyse sérieuse du phénomène « Göhnerswil »; elle donne en certains points décisifs une image grotesque, déformée ou même totalement fausse de la situation ».
Pures coïncidences ? Exception sans doute ?